



ÉCOLOGIE

Un milliard d'arbres : le bluff écolo de Macron pour sauver la forêt

Un plan de renouvellement forestier est en cours d'élaboration pour adapter la forêt française au changement climatique. Il est orienté autour d'une annonce phare d'Emmanuel Macron : planter un milliard d'arbres d'ici à dix ans. Mais derrière le coup de com' se cachent des réalités beaucoup moins écologiques.

Floriane Louison - 7 août 2023 à 12h54

La forêt brûle, plantons des arbres. Pour faire face aux conséquences du changement climatique sur la forêt, Emmanuel Macron veut planter un milliard d'arbres en dix ans. L'annonce a été faite l'été dernier lors d'un déplacement en Gironde après les mégafeux dans le massif forestier des Landes. Elle est devenue le pivot central du plan national de renouvellement forestier qui devrait être adopté à l'automne.

Le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, en a dévoilé les contours fin juillet sur la base d'un rapport remis par le Conseil supérieur de la forêt et du bois (CSFB) – une sorte de « Parlement » de la forêt qui réunit les ministères compétents, des élus, des organismes publics, des représentants de la filière et de la société civile.

L'ambition est quelque peu mégalomane : planter un milliard d'arbres en dix ans, soit cent millions d'arbres par an. Un niveau jamais atteint dans l'histoire forestière française et l'équivalent de dix fois la superficie de Paris chaque année. Un chiffre qui ne prend pas en compte les plantations en gestion courante, ni les plantations dans les villes ou encore les haies ou les bosquets sur les zones agricoles. Le coût total est estimé entre 8 et 10 milliards d'euros par le CSFB.

L'objectif principal est de « *combinaison de la nécessité de produire davantage de bois* » avec celle d'augmenter le puits de carbone forestier français – un pilier de la stratégie nationale pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Le tout dans un contexte de perturbations climatiques. L'équation est épineuse et la stratégie du gouvernement pleine de zones d'ombre.

Une réalité plus complexe

Les arbres ont la capacité d'absorber le CO₂ – le gaz à effet de serre principalement émis par la combustion des énergies fossiles et responsable du dérèglement climatique. Ils l'utilisent pour leur fonctionnement métabolique et leur croissance. Tant que l'arbre est en vie, le CO₂ reste piégé dans son tronc, ses branches, racines et feuilles, d'où son surnom de « puits de carbone ». Plus d'arbres au sol reviendrait à moins de carbone dans l'air, et serait donc une solution pour lutter contre le réchauffement planétaire. Mais la logique de la nature dérégulée par les activités humaines est plus complexe.

La forêt française ne cesse de croître depuis deux siècles. Elle a encore augmenté de plus de 20 % en trente ans à la faveur de la déprise agricole. Mais la pompe à carbone dysfonctionne. La forêt française absorbe deux fois moins de carbone qu'il y a dix ans. Dans certaines régions, comme le Grand Est, la forêt – dont la superficie est en croissance – est devenue émettrice de carbone.

Ce phénomène a été expliqué dans un rapport récent de l'Académie des sciences. D'abord, il y a les incendies, dont les occurrences et l'intensité s'accroissent en raison du dérèglement climatique. En brûlant, un arbre rejette le CO₂ stocké au long de sa vie. Les mégafeux au Canada ont ainsi relâché dans l'atmosphère près de 1 064 millions de tonnes de CO₂ depuis le début de l'année, selon les derniers chiffres du service européen de surveillance de l'atmosphère Copernicus. Soit plus de trois fois les émissions annuelles de CO₂ de la France.

Au-delà de ces événements extrêmes qui vont se banaliser,

c'est surtout la santé de la forêt qui est en cause. Les arbres poussent moins vite en raison du manque d'eau et leur mortalité a aussi augmenté de 54 % en dix ans à cause des sécheresses et des attaques de ravageurs. Tous ces phénomènes sont liés au dérèglement climatique.

Mais les chercheurs pointent aussi l'exploitation forestière, un taux de prélèvement qui est passé de 55 à 65 % en dix ans et des pratiques de sylviculture intensive qui fragilisent la forêt. Dans sa stratégie forestière face au changement climatique, le gouvernement choisit pourtant de lever ce curseur à la hausse et de rester pour le reste sur la logique de base : plus d'arbres équivaut à moins de carbone et en passant, plus de bois à valoriser pour la filière sylvicole.

80 % des arbres « Macron » seraient plantés après coupe rase

Selon les projections du CSFB, sur le milliard d'arbres voulu par Macron, seuls 7 % viendront s'ajouter aux forêts existantes, principalement sur des terres agricoles abandonnées. Pour le reste, il s'agit de remplacer. Littéralement. Plus du trois quarts des plantations auront lieu « en plein », c'est-à-dire après coupe rase. Une pratique sylvicole qui consiste à abattre des parcelles entières pour y replanter de jeunes arbres.

Elle est « à éviter autant que possible », selon l'Académie des sciences. « *Les impacts écologiques et climatiques sont trop importants* », rappellent les académiciens, dont le climatologue Philippe Ciais. « *La plantation consécutive à une coupe rase émet du carbone pendant plusieurs années voire plusieurs décennies.* »

Une vaste expertise scientifique, commandée par le ministère de la transition écologique et le ministère de l'agriculture, a rendu des conclusions semblables à l'automne dernier. « *Les effets de la coupe rase sont globalement bien documentés et généralement négatifs* », indiquent 70 experts, soulignant – outre les pertes de carbone – de multiples effets sur la fertilité des sols, la biodiversité, l'érosion, ou encore les cours d'eau.

Face au consensus scientifique et à la contestation

citoyenne, le ministre de la transition écologique Christophe Béchu avait même fini par évoquer la fin du financement des coupes rases lors d'un déplacement en Gironde en avril dernier. Ce n'est plus, semble-t-il, à l'ordre du jour.

« Des coupes rases par anticipation »

Près de la moitié du milliard d'arbres « Macron » viendront remplacer des parcelles incendiées ou « déperissantes » – celles où 40 % des arbres sont morts ou à l'agonie selon les critères impitoyables du CSFB. Concrètement, elles seront rasées pour faire place nette à des jeunes plants fringants. Une technique contestée par la sylviculture alternative qui lui préfère dans la plupart des cas la régénération naturelle. L'Office national des forêts (ONF) a d'ailleurs opté pour cette méthode après l'incendie, l'été dernier, de la forêt domaniale de la Teste-de-Buch en Gironde.

L'autre moitié viendra remplacer des forêts jugées vulnérables ou peu productives et là aussi principalement après coupe rase.

Basé sur un scénario de réchauffement à plus de 4 °C d'ici la fin du siècle, le rapport du CSFB estime que des dizaines de milliers d'hectares sont à abattre en raison de leur inadaptation au climat futur. « *Ce sont des coupes rases par anticipation. On est vraiment dans une instrumentalisation du changement climatique* », dénonce Sylvain Angerand, coordinateur des campagnes pour l'ONG de protection des forêts Canopée. Cet ingénieur forestier défend une autre approche : protéger, observer et accompagner les écosystèmes pour favoriser leur résilience et leur capacité d'adaptation.

Condamnées aussi : les forêts « *à fort potentiel de production de bois d'œuvre et de séquestration de carbone qui n'expriment pas toutes leurs potentialités* », selon les termes des rapporteurs du CSFB. Ainsi 155 000 hectares pourraient être plantés, dont 80 % après coupe rase, pour « *stimuler la production de bois d'œuvre à longue durée de vie* ». La « stratégie nationale bas carbone » (SNBC) prévoit d'ailleurs une multiplication par 10 du puits de carbone dans les produits bois d'ici 2050. « *C'est le pari de diminuer*

le puits dans les écosystèmes au profit de celui dans les produits bois », commente l'Institute for Climate Economics, qui estime que le gouvernement franchit là « les frontières du réalisme ».

Pour planter un milliard d'arbres, il faut un milliard de graines

La stratégie pour augmenter le puits de carbone d'ici 10 ans est bancal et elle n'inclut aucune action pour la préservation de la biodiversité. Mais au-delà de ces considérations écologiques et climatiques, pour planter un milliard d'arbres, il faut d'un point de vue très pratique un milliard de graines. Et pour la filière forestière, c'est le chantier du siècle.

« Un doublement, voire un triplement de la production de plants, serait nécessaire », indique le rapport du CSBF, « c'est le plus gros facteur limitant ». Aujourd'hui, 1 500 peuplements forestiers sont sélectionnés pour fournir des semences sur l'ensemble des essences réglementées. À cela s'ajoutent des vergers gérés par l'État et une entreprise privée, Forelite, filiale du mastodonte sylvicole, Alliance Forêts Bois.

« On est tributaire de cette production de graines qui est très fluctuante et en baisse en raison des dérèglements climatiques et des attaques biotiques, explique Catherine Collet, chercheuse à l'Inrae et spécialiste du renouvellement forestier. *Donc on est de plus en plus limité. Pour planter plus, il faudrait sans doute classer davantage de peuplements et installer de nouveaux vergers qui mettront 10 à 15 ans pour rentrer en production.* »

Mais avoir des graines ne suffit pas. Il faut aussi des graines diversifiées si l'on veut planter des forêts aux espèces mélangées et plus résilientes. Voire carrément des semences étrangères pour implanter de nouvelles espèces plus adaptables au climat futur. Or, la production annuelle de plants forestiers est peu diversifiée, avec 50 % de pins

maritimes, 10 % de douglas, 5 % de chênes et 5 % d'épicéas. « *Pour les essences méditerranéennes qui pourraient être adaptées face au changement climatique, mais qui n'existent pas chez nous, il faut aller chercher les graines à l'étranger, ce qui pose de nouvelles questions de traçabilité, d'importation, etc. Sur ces nouvelles essences, les pépiniéristes ont aussi des taux de réussite moins bon, donc il faut encore plus de graines* », poursuit la scientifique, Catherine Collet.

Et surtout, à jouer l'apprenti sorcier en remplaçant une forêt par une autre, il ne faut vraiment pas se planter dans le choix de la graine. Le CSBF préconise « *d'utiliser des essences résilientes au changement climatique mais également adaptées à la demande en bois d'œuvre et de s'assurer que ces essences agiront positivement sur la réactivation du puits de carbone forestier et sur la biodiversité* ». Une demande sur laquelle les scientifiques sèchent. « *On est encore au stade des expérimentations, nos recommandations évoluent, on manque de connaissances et il y a des positions différentes* », résume Catherine Collet.

Le CSBF a finalement sa petite idée, et sa logique est bien plus simple, celle du marché : « *Les bois d'œuvre résineux sont actuellement beaucoup plus recherchés que les feuillus. [...] Si la forêt française ne peut pas y répondre, cette demande sera satisfaite par des importations, ce qui n'est pas optimal [...]. Les possibilités de développer la ressource en bois d'œuvre résineux doivent donc être prises en compte.* »

Voilà au moins une boucle de bouclée : planter des résineux rentables, à la place de forêts peu productives ou vulnérables sous prétexte du changement climatique avec un impact très incertain sur le climat et l'environnement. Faut-il encore que ce milliard d'arbres poussent. En 2022, la forêt française a battu un autre record : 40 % des plantations ont échoué.

Floriane Louison